

## Le dernier rapport de HRW sur le Burundi disponible en français

@rib News, 22/05/2018 &ndash; Source Human Rights Watch « On va te battre pour te corriger » Abus à l'approche du référendum constitutionnel au Burundi Résumé La décision controversée du président Pierre Nkurunziza en avril 2015 de briguer un troisième mandat a déclenché une crise dans les domaines politique, humanitaire et des droits humains qui continue d'avoir des conséquences désastreuses pour de nombreuses personnes au Burundi. Les actes de violence et d'intimidation perpétrés contre les opposants politiques à travers le pays ont connu une escalade à l'approche du référendum constitutionnel du 17 mai 2018 qui visait à permettre au président de se maintenir au pouvoir.

Depuis la première manœuvre de Nkurunziza en 2015 pour se maintenir au pouvoir, les forces de la sécurité d'État du Burundi et ses services de renseignement, ainsi que des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, ont commis des attaques ciblées particulièrement brutales contre des opposants ou des personnes soupçonnées d'être des opposants, des activistes des droits humains et des journalistes &ndash; tuant un nombre de personnes estimé à 1 700 et faisant subir à d'innombrables autres des disparitions forcées, des viols, des tortures, des passages à tabac, des détentions arbitraires et des actes d'intimidation. Selon les Nations Unies, plus de 390 000 réfugiés burundais se sont enfuis depuis le début de cette crise et sont toujours en dehors du pays, et on estime à 3 millions le nombre de Burundais qui ont besoin d'une aide humanitaire &ndash; soit plus du quart de la population totale du pays. Les médias nationaux indépendants, naguère dynamiques, et les organisations de défense des droits humains ont été décimés, confrontés à de sévères restrictions ou fermés purement et simplement, et beaucoup de leurs dirigeants ont été arrêtés ou contraints de s'exiler. Depuis 2015, des groupes d'opposition armés ont également attaqué les forces de sécurité et des membres du parti au pouvoir, certains établissant des bases arrière en République démocratique du Congo, pays voisin. Le 11 mai 2018, des attaquants non identifiés ont tué par balles ou à l'arme blanche au moins 26 personnes, dont plusieurs enfants, dans le village de Ruhagarika, dans la province de Cibitoke, près de la frontière congolaise, soit l'attaque la plus meurtrière contre des civils au Burundi depuis plusieurs années. Au moment de la rédaction de ce rapport, on ignorait encore si cette attaque était liée au référendum, mais elle illustre la précarité de la situation en termes de sécurité entourant ce référendum, alors que des acteurs de tous les camps ont eu, dans le passé, recours à la violence.

Lire la suite et l'intégralité du Rapport

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});